

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 13-15 février 2012

## RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 10 de l'ordre du  
jour

*Pour information\**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2012/10-A/1**  
9 janvier 2012  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉS PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 2011 - GUINÉE-BISSAU 200274

### Assistance alimentaire au profit de l'éducation de base

Nombre de bénéficiaires	195 000
Durée du projet	15 mois (1 <sup>er</sup> octobre 2011–31 décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	4 033 tonnes
<b>Coût (dollars É-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	2 647 687
Coût total pour le PAM	5 482 256

\*Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD\*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison principale, Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189  
ODD:

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

## RÉSUMÉ

1. Malgré les progrès signalés dans le domaine de l'éducation s'agissant des taux de scolarisation bruts et nets, de la parité des sexes et de l'alphabétisation, près d'un quart des enfants d'âge scolaire en Guinée-Bissau ne vont pas à l'école, et le taux d'achèvement du cycle primaire (48 pour cent) compte parmi les plus faibles d'Afrique de l'Ouest. Le ratio filles/garçons pour ce qui est de l'achèvement du primaire, s'il atteint 0,94 au niveau national, n'est cependant que de 0,5 dans les zones rurales. La qualité de l'éducation est déplorable, en raison du manque d'infrastructures et d'investissements publics. Les régions de Bafata, Gabu, Oio, Quinara, Biombo, Tombali et Cacheu sont particulièrement touchées lorsque l'on examine différents indicateurs relatifs à l'éducation et à l'insécurité alimentaire.
2. La Guinée-Bissau est un pays pauvre à faible revenu et à déficit vivrier; elle est en outre lourdement endettée. Elle occupe le 164<sup>ème</sup> rang sur 169 au classement de l'Indice de développement humain établi par le Programme des Nations Unies pour le développement pour 2010. Malgré son potentiel économique, l'instabilité politique et institutionnelle, aggravée par les chocs externes, a gravement nui aux marchés nationaux et engendré des problèmes économiques supplémentaires pour les ménages démunis. La population totale est de 1,5 million de personnes; d'après une évaluation de la pauvreté réalisée en 2010, 69 pour cent des ménages en Guinée-Bissau vivent en-dessous du seuil de pauvreté (2 dollars É.-U. par jour), et 33 pour cent en-dessous du seuil de pauvreté extrême (1 dollar par jour). La production alimentaire est certes en deçà des besoins de consommation, mais l'insécurité alimentaire est principalement liée à l'accès aux denrées alimentaires et à leur utilisation, non à leur disponibilité.
3. Le projet de développement 200274 amorce la transition opérée par le PAM de l'intervention prolongée de secours et de redressement qui s'est achevée en décembre 2011 à un futur programme de pays/de développement qui coïncidera avec le prochain cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017). Il permettra au PAM d'appuyer la stratégie du Gouvernement en faveur de l'universalisation de l'éducation primaire d'ici à 2015, conformément au Plan triennal pour l'éducation et au deuxième Document de stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Il répond aux Objectifs stratégiques 4 et 5<sup>1</sup> du Plan stratégique du PAM pour 2008–2013, et contribuera en outre à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 2<sup>2</sup>.
4. Les principaux objectifs de ce projet sont les suivants: a) contribuer à accroître, au profit de tous, l'accès à une éducation de base de qualité et investir dans la mise en valeur du capital humain; b) renforcer les capacités et créer les conditions propices à la mise en œuvre d'un programme national durable d'alimentation scolaire; et c) autonomiser les communautés pauvres grâce à l'amélioration de l'éducation et à la formation.
5. Dans le cadre du projet, on fournira des repas scolaires chauds aux enfants du primaire, y compris des rations à emporter destinées à 15 000 filles en quatrième, cinquième et sixième années, à condition que leur taux de fréquentation scolaire atteigne 80 pour cent. Le projet bénéficiera globalement à 195 000 enfants du primaire. Un appui au renforcement des capacités sera fourni au Gouvernement, aux partenaires coopérants et aux communautés, ce qui marquera le début de la transition vers un programme d'alimentation scolaire pris en main par les pouvoirs publics; cet objectif devrait être atteint dans les dix ans à venir.

<sup>1</sup> Objectifs stratégiques: 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

<sup>2</sup> Objectif du Millénaire pour le développement 2: Assurer l'éducation primaire pour tous.